

Newsletter Seqlense Investment Brief - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

23 février 2026



Cette semaine, un fil rouge se dessine clairement : la réglementation devient un instrument stratégique de puissance économique. Qu'il s'agisse des stablecoins institutionnels déployés par des banques européennes, de l'euro numérique, du renforcement de la supervision bancaire ou encore de la mise en œuvre progressive de l'AI Act, nous ne sommes plus dans une phase d'expérimentation. Nous entrons dans une phase de **structuration industrielle et monétaire**.

Dans le secteur des crypto-actifs, l'adoption des stablecoins par des institutions comme Société Générale et Deutsche Bank montre que la finance numérique ne se développe plus en marge : elle s'imbrique désormais dans les infrastructures bancaires régulées. En parallèle, DAC8 ferme progressivement les angles morts fiscaux. La conformité devient la norme, pas l'exception.

Du côté de la finance traditionnelle, la BCE envoie deux signaux complémentaires : stabilité institutionnelle avec Christine Lagarde jusqu'en 2027, et fermeté réglementaire avec l'amende record infligée à JPMorgan. La rigueur des données prudentielles est désormais un enjeu central de crédibilité.

Enfin, sur le terrain industriel et technologique, la souveraineté n'est plus un slogan politique. Qu'il s'agisse du choix du Rafale par l'Inde, de la course aux data centers IA, ou de la consolidation autour de Mistral AI, la logique est la même : **maîtriser les infrastructures critiques, réduire les dépendances et sécuriser les chaînes de valeur.**

Pour les investisseurs, la question n'est plus seulement "où est la croissance ?" mais "où est la résilience stratégique ?".

Le signal faible à retenir de la semaine

Le signal faible cette semaine n'est pas spectaculaire, mais structurant : **la convergence progressive entre la monnaie publique, la monnaie privée régulée et les infrastructures numériques.**

Stablecoins bancaires, euro numérique, surveillance renforcée via DAC8, supervision prudentielle accrue : tout indique que l'écosystème financier européen évolue vers un modèle où la monnaie numérique privée opère dans un cadre strictement bancaire, la monnaie publique se digitalise, la transparence fiscale devient systémique, et les plateformes doivent démontrer une robustesse opérationnelle et une conformité réglementaire élevées.

Autrement dit, la frontière entre crypto-actifs et finance traditionnelle ne disparaît pas, elle se normalise. Le marché des crypto-actifs cesse progressivement d'être un espace alternatif pour devenir une composante régulée du système financier. Cela réduit certains risques systémiques, mais augmente les barrières à l'entrée.

Le signal faible est donc là : **la conformité devient une infrastructure invisible de valorisation.**

L'essentiel de la semaine :

Évolutions contextuelles et réglementaires

Focus sur les Crypto-actifs

✦ Déploiement institutionnel des stablecoins privés en Europe

Une avancée notable marque l'adoption institutionnelle des stablecoins en Europe : **SG-Forge (Société Générale)** et **Deutsche Bank** ont déployé un **stablecoin, EUR CoinVertible (EURCV), sur le XRP Ledger, combinant la** conformité bancaire stricte avec la rapidité et les faibles coûts d'une blockchain. Cette initiative devient l'un des premiers exemples concrets d'intégration d'un « euro numérique privé » dans des infrastructures blockchain régulées.

Impact pour les investisseurs

Cette adoption des stablecoins par certains grands acteurs institutionnels en Europe pourrait contribuer à élargir l'usage des stablecoins au-delà de la spéculation, en les utilisant comme instruments de paiement et de règlement institutionnels, renforçant l'interopérabilité entre la finance traditionnelle et la finance numérique.

✦ Cayman Crypto Week : réglementation sous les projecteurs

La **Cayman Crypto Week 2026**, qui s'est tenue la semaine passée, a mis en lumière l'importance du cadre réglementaire pour attirer les entreprises crypto. Les intervenants ont souligné que la **stabilité et la clarté des règles** restent un critère essentiel pour les acteurs cherchant des juridictions accueillantes pour leurs activités Web3 et financières.

Impact pour les investisseurs

Cela illustre que la **régulation demeure un facteur de compétitivité entre juridictions, un élément à intégrer dans les décisions d'allocation géographique ou de domiciliation de fonds et d'entités.**

✦ Surveillance fiscale renforcée via DAC8

Même si DAC8 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026, son application et ses répercussions continuent de s'intensifier et de faire du bruit, notamment en ce qui concerne certains éléments, comme le fait que la directive impose désormais aux plateformes crypto régulées dans l'UE de transmettre automatiquement les données des utilisateurs aux administrations fiscales, ce qui renforce drastiquement la transparence fiscale et limite les zones grises.

Impact pour les investisseurs

DAC8 accroît les obligations déclaratives pour les détenteurs de crypto-actifs européens, avec un effet dissuasif possible sur les stratégies d'optimisation fiscale et les structures offshore recherchées par certains investisseurs.

✦ Focus sur les risques opérationnels des plateformes

Des analyses récentes couplées aux récentes publications des régulateurs européens tels que l'ESMA et l'EBA ainsi que des régulateurs locaux comme l'AMF en France soulignent une **attention accrue des régulateurs sur les risques opérationnels des plateformes crypto**, notamment après plusieurs incidents récents mettant en évidence l'impact potentiel d'un défaut d'infrastructures ou de liquidité sur l'ensemble du marché.

Impact pour les investisseurs

La pression réglementaire sur les systèmes de gouvernance, de sécurité et de gestion des risques des plateformes pourrait conduire à un **renforcement des standards de qualité** — avec un découplage possible entre acteurs résilients et acteurs vulnérables.

Focus sur la Finance Traditionnelle et l'Industrie

✦ Appel franco-allemand pour simplifier la réglementation financière européenne

La France et l'Allemagne ont conjointement demandé à la Commission européenne un « Financial Services Simplification Package », visant à réduire la complexité et les charges de conformité liées aux règles financières de l'UE afin de renforcer la **stabilité financière et la compétitivité globale des institutions européennes**.

Impact pour les investisseurs

Si cette demande venait à être adoptée, un tel paquet pourrait réduire les coûts réglementaires pour les banques et les intermédiaires, fluidifier l'accès au crédit et stimuler l'investissement dans l'économie réelle, des facteurs favorables à une reprise durable des marchés.

✦ **Souveraineté industrielle : Pourquoi l'Inde préfère le Rafale au F-35**

La décision de l'Inde d'opter pour le Rafale de Dassault plutôt que le F-35 américain illustre un arbitrage stratégique profond qui va bien au-delà de la simple comparaison technologique ou des coûts unitaires.

Les raisons clés évoquées concernent la maîtrise de la technologie et le transfert industriel : le Rafale a été accompagné d'un transfert de technologie plus substantiel, permettant à l'Inde de développer des compétences locales et de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers. La souveraineté politique et l'autonomie de décision sont également des facteurs importants, car l'Inde a préféré une solution qui limite les verrous de contrôle politique liés aux États-Unis (clauses d'exportation, restrictions d'usage, dépendance aux pièces détachées), au profit d'une approche perçue comme plus indépendante. Il convient également de rappeler les éléments relatifs à l'adaptation opérationnelle aux besoins spécifiques, car le Rafale est jugé mieux calibré pour les conditions géographiques et stratégiques indiennes, ce qui a renforcé son attractivité par rapport à une plateforme souvent perçue comme plus « verrouillée » dans ses usages.

Cette décision n'est pas isolée : elle s'inscrit dans une dynamique globale où plusieurs grandes économies émergentes et intermédiaires **privilégient désormais des partenariats industriels offrant des transferts de savoir-faire et plus de marge de manœuvre stratégique.**

Impact pour les investisseurs

✓ **Souveraineté industrielle = facteur de compétitivité** : Les décisions d'achat des États-nations ne sont plus guidées uniquement par la performance technique ou le prix, mais aussi par la maîtrise des technologies critiques et la certitude d'un accès sans contraintes politiques. Cela bénéficie à des fournisseurs offrant des transferts de capacités productives ou des possibilités d'intégration locale, ouvrant des opportunités d'investissement dans des chaînes de valeur locales (maintenance, pièces, ingénierie).

✓ **Stratégies de découplage et de diversification géopolitique** : La préférence indienne pour une plateforme perçue comme moins dépendante des chaînes de contrôle américaines reflète un arbitrage géopolitique susceptible d'inspirer des stratégies d'allocation d'actifs, notamment dans les secteurs de la défense, des infrastructures critiques et des technologies souveraines.

✓ **Effet de signal sur d'autres marchés** : La décision indienne peut influencer d'autres États cherchant à réduire leur dépendance à l'égard d'un seul bloc technologique ou géopolitique, ce qui peut redistribuer les perspectives de marché pour les acteurs européens de haute technologie.

✓ **Durabilité des investissements** : À mesure que les blocs économiques réévaluent leurs chaînes industrielles pour plus de résilience stratégique, les actifs liés aux technologies transférables, à la production locale et aux coopérations industrielles sont susceptibles d'être davantage valorisés à long terme.

✦ **Le Plan d'Épargne Retraite (PER) et les français**

Le **Plan d'Épargne Retraite (PER)**, lancé en 2019 dans le cadre de la loi *PACTE*, s'impose aujourd'hui comme l'un des produits d'épargne les plus attractifs pour préparer la retraite. En France, près de **13 millions de personnes ont déjà souscrit un PER**, et les encours continuent de progresser fortement.

Les principales raisons de ce succès :

✓ **Avantages fiscaux immédiats** : Les sommes versées sur un PER sont **déductibles du revenu imposable** dans certaines limites, ce qui permet de réduire l'impôt sur le revenu dès la phase d'épargne.

✓ **Souplesse de sortie** : Contrairement aux anciens produits de retraite, le PER offre une réelle flexibilité : l'épargnant peut choisir une **sortie en capital, en rente ou un mélange des deux** au moment de la retraite.

✓ **Regroupement simplifié** : Les anciens dispositifs (PERP, Madelin, PERCO, etc.) peuvent être **transférés vers un PER plus simple et moins coûteux**, ce qui incite les épargnants à consolider leurs droits.

✓ **Adapté à tous les profils** : Le PER peut être individuel ou collectif (via l'employeur), s'adapte aux salariés, aux indépendants et aux professions libérales selon leurs objectifs et horizons d'investissement.

Impact pour les investisseurs

Le succès du PER montre que les Français deviennent de plus en plus **sensibles à la préparation de leur retraite par capitalisation**, au-delà des simples placements à court terme. Cela se traduit par une **hausse des flux vers des solutions d'épargne structurées**, ce qui peut soutenir les marchés obligataires et les actions à long terme. L'attractivité fiscale du PER peut également **modifier les comportements de placement**, notamment chez les contribuables fortement imposés, avec un effet potentiel à moyen terme sur les encours alloués à des supports diversifiés ou aux marchés cotés via des enveloppes pilotées. En dernier lieu, la croissance des PER contribue à **structurer l'épargne à long terme en France**, ce qui constitue un signal positif pour le financement des entreprises, des infrastructures ou des investissements socialement productifs.

En résumé, le **PER ne séduit pas seulement par ses avantages fiscaux**, mais aussi par sa **flexibilité, sa transparence et sa capacité à s'adapter à l'évolution des besoins d'épargne des Français**, une tendance à surveiller pour les acteurs financiers, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs particuliers.

✦ **Banque centrale européenne : Euro numérique**

La Banque centrale européenne (BCE) a récemment précisé une estimation clé autour du projet d'**euro numérique** : son intégration dans les systèmes des banques européennes pourrait coûter entre **4 et 6 milliards d'euros sur quatre ans**.

Ces coûts, estimés à environ **3 % des dépenses annuelles informatiques des banques**, couvrent les **investissements technologiques** nécessaires à l'intégration de la nouvelle monnaie digitale. La **BCE elle-même prévoit environ 1,3 milliard d'euros pour construire l'infrastructure, avec des coûts opérationnels estimés à 300 millions d'euros par an une fois lancée**. Le déploiement devrait se faire **via des comptes numériques centraux**, avec des essais pilotes potentiels dès **2027** et une mise en circulation envisagée autour de **2029** si la législation européenne est adoptée.

Objectif stratégique :

L'euro numérique ne vise pas seulement à moderniser les paiements. Il s'agit d'**unifier un paysage fragmenté**, de **préserver la pertinence de la monnaie publique** à l'ère numérique et de **renforcer la souveraineté monétaire européenne face aux solutions de paiement non-européennes**.

Impact attendu pour les investisseurs

✓ **Coûts et revenu bancaire** : Aux premières heures, l'investissement est significatif, plusieurs milliards, mais le coût pour les banques pourrait être récupéré via des **commissions de services liés au digital euro**, tout en réduisant les frais payés aux réseaux de paiement privés.

✓ **Compétitivité des paiements européens** : Un euro numérique efficace pourrait réduire la dépendance à des réseaux dominés par Visa ou Mastercard et créer un **écosystème de paiements plus intégré et moins fragmenté au sein de l'UE**, ce qui est favorable à l'innovation fintech et à la concurrence locale.

✓ **Rôle des banques** : L'euro numérique est conçu pour **compléter, pas remplacer, le rôle des banques dans les paiements**, renforçant leur position tout en modernisant les infrastructures.

✓ **Effet sur les marchés et la régulation** : L'adoption progressive d'un actif monétaire digital public influencera les **stratégies d'investissement dans les infrastructures de paiement, les fintechs, les technologies de sécurité et les réseaux dédiés**, ainsi que la **compétitivité réglementaire de l'UE** par rapport aux États-Unis et à la Chine.

L'euro numérique est un projet majeur de **souveraineté monétaire et technologique** pour l'UE. Son coût estimé aux banques européennes met en lumière une transformation structurelle du système de paiement européen, avec des effets potentiellement **profonds sur les modèles de revenus bancaires, les réseaux de paiement et les stratégies d'investissement dans le secteur financier numérique**.

✦ **BCE : Christine Lagarde confirme sa ligne de base jusqu'en 2027**

Christine Lagarde, présidente de la **Banque centrale européenne**, a réaffirmé récemment que son "scénario de base" consiste à terminer son mandat à sa date officielle en **octobre 2027**. Cette déclaration vise à couper court aux rumeurs persistantes d'une **démission anticipée** qui avaient circulé dans la presse, notamment sur la possibilité qu'elle quitte ses fonctions avant l'élection présidentielle française de 2027, afin de permettre à certains dirigeants politiques d'influencer le choix de son successeur. Cette clarification intervient alors que plusieurs médias évoquent encore des discussions internes et des spéculations sur une succession possible avant 2027, sans décision formelle de la part de Lagarde ou de la BCE.

Impact pour les investisseurs

La confirmation que Christine Lagarde entend poursuivre son mandat contribue à réduire l'incertitude politique quant à la direction future de la BCE, ce qui est une donnée importante pour les anticipations de politique monétaire en zone euro. Une continuité à la tête de la BCE peut renforcer la prévisibilité des chemins de taux d'intérêt, des programmes de rachat d'actifs et des stratégies à moyen terme, ce qui influence directement les marchés obligataires et les actifs risqués.

✦ **Compétitivité européenne : l'urgence d'un plan d'investissements stratégiques**

Face à un **décrochage économique évident par rapport aux États-Unis et à la Chine**, les dirigeants européens réunis récemment au château d'Alden Biesen ont acté une constatation sans équivoque concernant la nécessité d'un **plan massif d'investissements** pour relancer la croissance, l'innovation et la compétitivité

du continent. De plus, des discussions franco-allemandes récentes confirment l'importance d'un **financement de l'innovation et des scale-ups**, ainsi que du marché des capitaux pour soutenir des entreprises en croissance.

Impact pour les investisseurs

L'Europe ne verra pas un retour de la croissance sans **investissements massifs et structurants** dans les secteurs d'avenir (technologies, IA, énergie, infrastructures numériques). Les initiatives visant à **réduire la fragmentation des marchés de capitaux** et à **mobiliser des capitaux privés** peuvent débloquent des opportunités dans des classes d'actifs encore peu exploitées par les investisseurs européens. L'efficacité de ces plans conditionne aussi la capacité de l'UE à retenir les talents, les entreprises de haute technologie et les financements, des facteurs d'attractivité directe pour les portefeuilles à long terme.

La compétitivité européenne semble redevenir un sujet central de débat politique et économique, non seulement dans les cercles institutionnels, mais aussi parce qu'elle influence les décisions de localisation des investissements, la politique industrielle, la réglementation des marchés de capitaux et la souveraineté technologique de l'UE, autant de variables incontournables pour les stratégies d'allocation à moyen et à long terme.

La BCE sanctionne JPMorgan pour reporting erroné : signal fort sur la supervision bancaire

La Banque centrale européenne (BCE) a infligé à JPMorgan SE, la filiale européenne du groupe américain, **une amende de 12,18 millions d'euros**, la plus élevée jamais prononcée par la BCE, pour déclarations erronées de ses exigences de fonds propres entre 2019 et 2024.

Ce qui est reproché :

- Pendant 15 trimestres consécutifs, JPMorgan a mal classé certaines expositions aux entreprises et appliqué des pondérations de risque de crédit inférieures à celles requises, conduisant à une sous-estimation de ses risques réels.
- Pendant 21 trimestres, certaines transactions ont été indûment exclues des calculs de risques pondérés, altérant l'évaluation de ses besoins de capital.
- Cette sous-déclaration a fait apparaître des ratios de capital plus élevés qu'ils ne l'étaient en réalité, limitant la capacité de la BCE à avoir une vision précise du profil de risque de la banque.

JPMorgan a reconnu l'erreur, affirmant l'avoir identifiée et corrigée de manière proactive avant l'amende, et entièrement remédiée par la suite.

Impact pour les investisseurs

La BCE montre qu'elle est prête à sanctionner même les plus grandes banques mondiales pour non-conformité aux règles de reporting, ce qui pourrait inciter à améliorer les contrôles internes des institutions financières. Cette action s'inscrit dans un cadre où la BCE **renforce sa supervision post-crise** et envoie un signal clair : **la rigueur des données réglementaires est non négociable**. Au-delà de l'amende, ce type de sanction peut affecter la perception des investisseurs institutionnels et des contreparties quant à la **qualité des reportings bancaires**, notamment pour les banques internationales opérant en Europe.

La sanction infligée à JPMorgan illustre une **tendance marquée de la BCE à intensifier sa supervision des grands acteurs financiers**, avec un focus renforcé sur la **fiabilité des données de solvabilité et des risques**, un paramètre essentiel pour évaluer la **solidité des institutions bancaires** et, par extension, les risques systémiques dans un contexte toujours instable pour les marchés.

Focus sur l'Intelligence Artificielle

Depuis plusieurs mois, plusieurs signaux convergent : **l'IA entre dans une phase d'« industrialisation régulée »** en Europe, où les arbitrages portent autant sur la conformité que sur l'accès aux capacités de calcul.

AI Act : l'UE passe en mode mise en œuvre (et les échéances se rapprochent)

L'AI Act suit un calendrier d'application progressif, avec une date pivot : le **2 août 2026** (pleine applicabilité pour une grande partie du texte, avec des exceptions). La Commission (AI Office) prépare des lignes directrices pour aider les acteurs à se conformer, en lien avec d'autres textes numériques. Il est cependant à noter que des observateurs soulignent aussi des retards sur certains documents d'interprétation attendus, ce qui entretient une zone d'incertitude sur la qualification "haut risque" et les obligations associées.

Impact pour les investisseurs

Certains éléments sont à surveiller comme la “prime conformité” pour les fournisseurs et intégrateurs capables d’anticiper les obligations (documentation, gouvernance, post-market monitoring).

✦ Sécurité : premiers réflexes institutionnels de restriction

Le Parlement européen a **désactivé l’accès à certaines fonctionnalités d’IA générative** sur les appareils de travail officiels, au nom des risques pour la cybersécurité et les données (notamment l’usage de services cloud). En France, le CERT-FR rappelle que l’IA générative est déjà un **accélérateur d’attaques** (gain de productivité, passage à l’échelle), même si elle ne conduit pas encore seule une attaque de bout en bout.

Impact pour les investisseurs :

Nous pourrions assister à un durcissement probable des politiques internes (banques et secteurs régulés) et à une hausse de la demande en **cybersécurité, en IA “on-prem/edge” et en traçabilité**.

✦ Infrastructures IA : ruée sur le calcul, tension sur l’énergie et les GPU

Le sujet IA se matérialise très concrètement via la course aux data centers optimisés GPU. Nebius a annoncé un **méga data center de 240 MW à Béthune** (reconversion de l’ex-site Bridgestone), présenté comme un pilier d’infrastructure pour l’adoption IA en Europe.

Impact pour les investisseurs

l’IA devient une thèse “infrastructure” : capacité électrique, foncier, délais administratifs, accès aux puces (Nvidia) influencent directement la chaîne de valeur.

✦ NVIDIA x Meta : alliance stratégique pour l’IA à grande échelle

NVIDIA et **Meta Platforms** viennent d’annoncer un **partenariat pluriannuel et multigénérationnel** visant à construire et optimiser les **centres de données d’intelligence artificielle** de Meta. Le projet combine des **GPU haut de gamme (Blackwell, Rubin)**, des **CPU avancés (Grace, Vera)** et des solutions réseau pour répondre aux charges de travail massives d’entraînement et d’inférence IA à l’échelle mondiale.

Impact pour les investisseurs

- ✓ **Accélération de la demande de puces IA** : Ce partenariat confirme que la **pénurie structurelle de semi-conducteurs haut de gamme** pour l'IA ne se résorbera pas rapidement, favorisant la position dominante de NVIDIA dans ce segment.
- ✓ **Transition des centres de données** : L'évolution vers des architectures couplant CPU et GPU montre que les besoins de calcul IA dépassent les chaînes de traitement classiques, ce qui ouvre des opportunités pour des fournisseurs spécialisés et des technologies adjacentes (réseaux, sécurité, stockage).
- ✓ **Effets de marché immédiats** : L'annonce a eu un impact positif sur les marchés : les actions NVIDIA ont progressé significativement après l'annonce, reflétant l'enthousiasme des investisseurs pour les engagements à long terme dans l'IA.

Perspective stratégique : Ce partenariat illustre que la bataille de l'IA se joue désormais sur l'**optimisation des infrastructures physiques, la collaboration industrielle et la capacité à concevoir des systèmes intégrés** capables de supporter les charges de travail ambitieuses d'apprentissage automatique et d'IA générative.

✦ Mistral AI acquiert Koyeb : convergence IA et serveurs edge/cloud

Le **leader européen de l'intelligence artificielle, Mistral AI**, vient de finaliser le **rachat de Koyeb**, une plateforme de services cloud et edge native, renforçant ainsi sa position sur le marché des **infrastructures d'IA distribuées**. Cette opération illustre une tendance majeure : les acteurs de l'IA ne se contentent plus de développer des modèles ; ils investissent également dans les **couches d'infrastructure de déploiement**.

Koyeb apporte à Mistral une infrastructure orientée vers les **applications distribuées et low-latency**, complément idéal aux modèles IA de Mistral. La fusion combine une expertise française en IA et une stack cloud moderne, créant un acteur complet capable de répondre à des besoins allant du traitement de données à l'edge jusqu'à l'inférence IA à grande échelle. En internalisant une plateforme cloud compatible avec ses propres modèles d'IA, Mistral réduit sa dépendance aux géants du cloud extra-européens, une pièce supplémentaire du puzzle de souveraineté numérique.

Impact pour les investisseurs

L'acquisition de Koyeb par Mistral confirme que les leaders de l'IA cherchent à **maîtriser davantage de couches technologiques**, du modèle aux infrastructures de déploiement, ce qui peut réduire les risques de fragmentation des architectures et les dépendances externes. Un acteur combinant l'IA et le cloud/edge renforce le **positionnement stratégique de l'Europe** dans l'écosystème mondial, face à des plateformes étroitement intégrées aux hyperscalers américains. Les besoins en **résilience, en orchestration, en sécurité des données et en orchestration de charge** associés à des architectures IA + edge génèrent des opportunités pour les fournisseurs de technologies complémentaires (sécurité, optimisations GPU/ASIC, networking). Cette transaction illustre un **mouvement de consolidation** dans l'écosystème de l'IA, où les acteurs européens, souvent plus petits que leurs homologues américains, cherchent à accroître leur échelle et leur autonomie via des **acquisitions ciblées**.

En résumé, l'achat de Koyeb par Mistral AI ne se limite pas à une opération de croissance externe : c'est un **signal fort de structuration industrielle dans l'écosystème IA européen**, où les modèles intelligents doivent s'appuyer sur des infrastructures capables de supporter des applications distribuées, scalables et souveraines.

Contexte global et tendances à surveiller

Plusieurs dynamiques de fond se croisent actuellement :

→ La régulation comme levier de compétitivité

L'appel franco-allemand à simplifier la réglementation financière européenne montre une prise de conscience : la complexité réglementaire peut devenir un handicap compétitif face aux États-Unis et à la Chine. La régulation n'est plus seulement protectrice ; elle devient un facteur d'attractivité ou de fuite des capitaux. L'évolution d'un éventuel "Financial Services Simplification Package" ainsi que les arbitrages entre stabilité financière et compétitivité sont donc à surveiller.

→ Monnaie numérique et souveraineté monétaire

Entre stablecoins institutionnels et euro numérique, l'Europe cherche à préserver la centralité de la monnaie publique, à réduire sa dépendance aux réseaux de paiement non-européens, à moderniser ses infrastructures

financières. L'enjeu dépasse les paiements : il touche à la **maîtrise des flux monétaires et des données financières**.

→ **IA : industrialisation accélérée et tension sur les infrastructures**

L'AI Act entre en phase d'implémentation tandis que les investissements dans les data centers, GPU et architectures hybrides explosent. Deux tendances majeures sont la montée de la "prime conformité" et la transformation de l'IA en thèse d'infrastructure (énergie, foncier, semi-conducteurs, cloud souverain). L'IA semble devenir autant un sujet énergétique qu'un sujet algorithmique.

→ **Souveraineté industrielle et arbitrages géopolitiques**

Le choix indien du Rafale illustre une évolution profonde dans laquelle les États privilégient désormais les partenariats offrant un transfert technologique et une autonomie stratégique. Ce mouvement pourrait influencer les chaînes d'approvisionnement, les investissements en défense et les technologies critiques et duales.

→ **Épargne longue et financement de l'économie**

Le succès du PER témoigne d'un déplacement progressif vers la capitalisation à long terme. Cette tendance structurelle peut stabiliser les flux vers les marchés, soutenir le financement des entreprises européennes et renforcer le rôle des investisseurs domestiques.

En synthèse, nous entrons dans une phase où la régulation devient stratégique, la monnaie devient numérique et géopolitique, l'IA devient infrastructurelle et la souveraineté devient un critère d'allocation du capital.

Pour les investisseurs, la lecture macroéconomique ne suffit plus. Elle doit désormais intégrer :

- ✓ la trajectoire réglementaire,
- ✓ la stabilité institutionnelle,
- ✓ la maîtrise technologique,
- ✓ et la résilience énergétique.

La performance future ne dépendra pas uniquement de l'innovation, mais aussi de la capacité à évoluer dans un environnement juridiquement clair, technologiquement maîtrisé et stratégiquement cohérent.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Newsletter Seqlense Investment Brief

23 February 2026



This week, a clear theme has emerged: regulation is becoming a strategic instrument of economic power. Whether it's institutional stablecoins deployed by European banks, the digital euro, the strengthening of banking supervision, or the gradual implementation of the AI Act, we are no longer in an experimental phase. We are entering a phase of **industrial and monetary structuring**.

In the crypto-asset sector, the adoption of stablecoins by institutions such as Société Générale and Deutsche Bank shows that digital finance is no longer developing on the fringes: it is now becoming intertwined with regulated banking infrastructures. At the same time, DAC8 is gradually closing tax loopholes. Compliance is becoming the norm, not the exception.

On the traditional finance side, the ECB is sending two complementary signals: institutional stability with Christine Lagarde until 2027, and regulatory firmness with the record fine imposed on JPMorgan. The rigour of prudential data is now a central issue of credibility.

Finally, in the industrial and technological arena, sovereignty is no longer a political slogan. Whether it's India's choice of the Rafale, the race for AI data centres, or the consolidation around Mistral AI, the logic is the same: control critical infrastructure, reduce dependencies, and secure value chains.

For investors, the question is no longer just “where is the growth?” but “where is the strategic resilience?”

The weak signal to remember from the week

This week's weak signal is not spectacular, but it is structural: **the gradual convergence between public currency, regulated private currency, and digital infrastructure.**

Bank stablecoins, the digital euro, enhanced surveillance via DAC8, increased prudential supervision: everything indicates that the European financial ecosystem is evolving towards a model where private digital currency operates within a strictly banking framework, public currency is becoming digitalised, fiscal transparency is becoming systemic, and platforms must demonstrate high operational robustness and regulatory compliance.

In other words, the boundary between crypto-assets and traditional finance is not disappearing; it is becoming normalised. The crypto-asset market is gradually ceasing to be an alternative space and becoming a regulated component of the financial system. This reduces certain systemic risks, but increases barriers to entry.

The weak signal is therefore there: **compliance is becoming an invisible infrastructure for valuation.**

The week's highlights:

Contextual and regulatory developments

Focus on crypto-assets

✦ Institutional deployment of private stablecoins in Europe

A notable development marks the institutional adoption of stablecoins in Europe: **SG-Forge (Société Générale)** and **Deutsche Bank** have deployed a **stablecoin, EUR CoinVertible (EURCV), on the XRP Ledger, combining** strict banking compliance with the speed and low costs of a blockchain. This initiative is one of the first concrete examples of integrating a "private digital euro " into regulated blockchain infrastructure.

Impact for investors

This adoption of stablecoins by certain major institutional players in Europe could help expand the use of stablecoins beyond speculation, using them as institutional payment and settlement instruments, strengthening interoperability between traditional finance and digital finance.

 **Cayman Crypto Week: regulation in the spotlight**

Cayman Crypto Week 2026, held last week, highlighted the importance of the regulatory framework in attracting crypto companies. Speakers emphasised that **stability and clarity of rules** remain an essential criterion for players seeking welcoming jurisdictions for their Web3 and financial activities.

Impact for investors

This illustrates that regulation remains a factor in competitiveness between jurisdictions, an element to be taken into account in decisions on the geographical allocation or domiciliation of funds and entities.

 **Enhanced tax surveillance via DAC8**

Although DAC8 came into force on January 1, 2026, its application and repercussions continue to intensify and cause a stir, particularly with regard to certain elements, such as the fact that the directive now requires crypto platforms regulated in the EU to automatically transmit user data to tax authorities, which drastically increases tax transparency and limits grey areas.

Impact for investors

DAC8 increases reporting obligations for European crypto-asset holders, with a possible deterrent effect on tax optimisation strategies and offshore structures sought by some investors.

 **Focus on the operational risks of platforms**

Recent analyses, coupled with recent publications by European regulators such as ESMA and EBA, as well as local regulators such as AMF in France, highlight **increased regulatory attention to the operational risks of crypto platforms**, particularly after several recent incidents highlighting the potential impact of infrastructure or liquidity failures on the entire market.

Impact for investors

Regulatory pressure on platforms' governance, security, and risk management systems could lead to **higher quality standards**—with a possible decoupling between resilient and vulnerable players.

*Focus on Traditional Finance and Industry***✦ Franco-German call to simplify European financial regulation**

France and Germany have jointly asked the European Commission for a “Financial Services Simplification Package” aimed at reducing the complexity and compliance burdens associated with EU financial rules in order to strengthen the **financial stability and overall competitiveness of European institutions**.

Impact for investors

If adopted, such a package could reduce regulatory costs for banks and intermediaries, facilitate access to credit, and stimulate investment in the real economy, all of which are factors conducive to a sustainable market recovery.

✦ Industrial sovereignty: Why India prefers the Rafale to the F-35

India's decision to opt for Dassault's Rafale rather than the American F-35 illustrates a profound strategic trade-off that goes far beyond a simple comparison of technology or unit costs.

The key reasons cited relate to technology mastery and industrial transfer: the Rafale came with a more substantial technology transfer, enabling India to develop local skills and reduce its dependence on foreign suppliers.

Political sovereignty and decision-making autonomy are also important factors, as India preferred a solution that limits the political control constraints associated with the United States (export clauses, restrictions on use, dependence on spare parts), in favour of an approach perceived as more independent. It is also worth recalling the elements relating to operational adaptation to specific needs, as the Rafale is considered better suited to India's geographical and strategic conditions, which has enhanced its attractiveness compared to a platform often perceived as more “locked” in its uses.

This decision is not an isolated one: it is part of a global trend in which several large emerging and intermediate economies are now favoring industrial partnerships that offer knowledge transfer and greater strategic flexibility.

Impact for investors

- ✓ **Industrial sovereignty = competitiveness factor:** Nation-states' purchasing decisions are no longer guided solely by technical performance or price, but also by control over critical technologies and the certainty of access without political constraints. This benefits suppliers offering transfers of productive capacity or local integration opportunities, opening up investment opportunities in local value chains (maintenance, parts, engineering).
- ✓ **Decoupling and geopolitical diversification strategies:** India's preference for a platform perceived as less dependent on US control chains reflects a geopolitical trade-off that is likely to inspire asset allocation strategies, particularly in the defense, critical infrastructure, and sovereign technology sectors.
- ✓ **Signal effect on other markets:** India's decision may influence other states seeking to reduce their dependence on a single technological or geopolitical bloc, which could redistribute market prospects for European high-tech players.
- ✓ **Investment sustainability:** As economic blocs reevaluate their industrial chains for greater strategic resilience, assets linked to transferable technologies, local production, and industrial cooperation are likely to be more highly valued in the long term.

✚ **The Retirement Savings Plan (PER) and the French**

The **Retirement Savings Plan (PER)**, launched in 2019 as part of the *PACTE* law, is now one of the most attractive savings products for preparing for retirement. In France, nearly **13 million people have already signed up for a PER**, and the amount of money invested continues to grow strongly.

The main reasons for this success:

- ✓ **Immediate tax advantages:** The amounts paid into a PER are **deductible from taxable income** within certain limits, which reduces income tax from the savings phase onwards.
- ✓ **Flexibility of withdrawal:** Unlike older retirement products, the PER offers real flexibility: savers can choose between a lump sum, an annuity, or a combination of the two when they retire.

- ✓ **Simplified consolidation:** Older schemes (PERP, Madelin, PERCO, etc.) can be **transferred to a simpler and less expensive PER**, encouraging savers to consolidate their rights.
- ✓ **Suitable for all profiles:** The PER can be individual or collective (via the employer) and is suitable for employees, self-employed workers, and professionals, depending on their investment objectives and horizons.

Impact for investors

The success of the PER shows that French people are becoming increasingly **aware of the importance of preparing for their retirement through capitalisation**, beyond simple short-term investments. This is reflected in an **increase in flows to structured savings solutions**, which can support bond markets and equities in the long term. The tax attractiveness of the PER may also **change investment behaviour**, particularly among high-income taxpayers, with a potential medium-term effect on assets allocated to diversified vehicles or listed markets via managed portfolios. Finally, the growth of PERs is helping to **structure long-term savings in France**, which is a positive sign for the financing of businesses, infrastructure, and socially productive investments.

In summary, the PER is attractive not only for its tax advantages but also for its flexibility, transparency, and ability to adapt to the changing savings needs of French people, a trend that financial players, asset managers, and individual investors should keep an eye on.

✦ **European Central Bank: Digital euro**

The European Central Bank (ECB) recently clarified a key estimate regarding the **digital euro** project: its integration into European banking systems could cost between **€4 billion and €6 billion over four years**.

These costs, estimated at around 3% of banks' annual IT spending, cover the technological investments needed to integrate the new digital currency. The ECB itself is budgeting around €1.3 billion to build the infrastructure, with operational costs estimated at €300 million per year once launched. The rollout is expected to take place **via central digital accounts**, with potential pilot tests as early as **2027** and circulation planned for around **2029** if European legislation is adopted.

Strategic objective:

The digital euro is not just about modernising payments. It is about **unifying a fragmented landscape, preserving the relevance of public currency** in the digital age, and **strengthening European monetary sovereignty in the face of non-European payment solutions**.

Expected impact for investors

- ✓ **Banking costs and revenue:** The initial investment is significant, running into the billions, but the cost to banks could be recouped through **service fees linked to the digital euro**, while reducing the fees paid to private payment networks.
- ✓ **Competitiveness of European payments:** An effective digital euro could reduce dependence on networks dominated by Visa or Mastercard and create a **more integrated and less fragmented payment ecosystem within the EU**, which is conducive to fintech innovation and local competition.
- ✓ **Role of banks:** The digital euro is designed to **complement, not replace, the role of banks in payments**, strengthening their position while modernising infrastructure.
- ✓ **Impact on markets and regulation:** The gradual adoption of a public digital currency will influence **investment strategies in payment infrastructure, fintech, security technologies, and dedicated networks**, as well as the **regulatory competitiveness of the EU** relative to the US and China.

The digital euro is a major project of **monetary and technological sovereignty** for the EU. Its estimated cost to European banks highlights a structural transformation of the European payment system, with potentially **profound effects on banking revenue models, payment networks, and investment strategies in the digital financial sector**.

✦ ECB: Christine Lagarde confirms her baseline until 2027

Christine Lagarde, President of the **European Central Bank**, recently reaffirmed that her “baseline scenario” is to complete her term on its official date in **October 2027**. This statement is intended to put an end to persistent rumours of an **early resignation** that had been circulating in the press, particularly regarding the possibility that she might leave office before the 2027 French presidential election in order to allow certain political leaders to influence the choice of her successor. This clarification comes as several media outlets continue to report on internal discussions and speculation about a possible succession before 2027, without any formal decision on the part of Lagarde or the ECB.

Impact for investors

The confirmation that Christine Lagarde intends to continue her term of office helps to reduce political uncertainty about the future direction of the ECB, which is an important factor for monetary policy expectations in the eurozone. Continuity at the helm of the ECB may reinforce the predictability of interest rate paths, asset purchase programs, and medium-term strategies, which directly influence bond markets and risky assets.

 **European competitiveness: the urgent need for a strategic investment plan**

Faced with an **obvious economic gap with the United States and China**, European leaders meeting recently at Alden Biesen Castle made an unequivocal statement about the need for a **massive investment plan** to boost growth, innovation, and competitiveness on the continent. In addition, recent Franco-German discussions confirm the importance of **financing innovation and scale-ups**, as well as the capital market, to support growing companies.

Impact for investors

Europe will not see a return to growth without **massive, structural investment** in sectors of the future (technology, AI, energy, digital infrastructure).

Initiatives aimed at **reducing capital market fragmentation** and **mobilising private capital** can unlock opportunities in asset classes that are still under-exploited by European investors. The effectiveness of these plans also determines the EU's ability to retain talent, high-tech companies, and financing, which are factors that directly attract long-term portfolios.

European competitiveness seems to be returning to the forefront of political and economic debate, not only in institutional circles, but also because it influences investment location decisions, industrial policy, capital market regulation, and the EU's technological sovereignty, all key variables for medium- and long-term allocation strategies.

 **ECB fines JPMorgan for misreporting: a strong signal on banking supervision**

The European Central Bank (ECB) has fined JPMorgan SE, the European subsidiary of the US group, **€12.18 million**, the highest fine ever imposed by the ECB, for misreporting its capital requirements between 2019 and 2024.

The allegations:

- For 15 consecutive quarters, JPMorgan misclassified certain exposures to companies and applied lower credit risk weights than required, leading to an underestimation of its actual risks.
- For 21 quarters, certain transactions were improperly excluded from risk-weighted calculations, distorting the assessment of its capital requirements.
- This underreporting resulted in capital ratios that appeared higher than they actually were, limiting the ECB's ability to accurately assess the bank's risk profile.

JPMorgan acknowledged the error, stating that it had proactively identified and corrected it prior to the fine and subsequently remedied it in full.

Impact for investors

The ECB is showing that it is prepared to sanction even the world's largest banks for non-compliance with reporting rules, which could encourage financial institutions to improve their internal controls. This action is part of a broader effort by the ECB to **strengthen its post-crisis supervision** and send a clear signal that **the accuracy of regulatory data is non-negotiable**. Beyond the fine, this type of sanction may affect the perception of institutional investors and counterparties regarding the **quality of bank reporting**, particularly for international banks operating in Europe.

The sanction imposed on JPMorgan illustrates the ECB's marked tendency to intensify its supervision of major financial players, with a stronger focus on the reliability of solvency and risk data, an essential parameter for assessing the soundness of banking institutions and, by extension, systemic risks in a still unstable market environment.

Focus on Artificial Intelligence

For several months now, a number of signals have been converging: **AI is entering a phase of “regulated industrialisation”** in Europe, where the trade-offs are as much about compliance as they are about access to computing power.

✦ AI Act: the EU moves into implementation mode (and the deadlines are approaching)

The AI Act follows a gradual implementation schedule, with a key date of **August 2, 2026** (full applicability for most of the text, with exceptions). The Commission (AI Office) is preparing guidelines to help stakeholders comply, in conjunction with other digital texts. However, it should be noted that observers also point to delays in certain expected interpretative documents, which maintains a degree of uncertainty regarding the “high risk” classification and associated obligations.

Impact for investors

Certain elements should be monitored, such as the “compliance premium” for suppliers and integrators able to anticipate obligations (documentation, governance, post-market monitoring).

✦ Security: initial institutional restrictions

The European Parliament has **disabled access to certain generative AI features** on official work devices, citing cybersecurity and data risks (particularly the use of cloud services).

In France, CERT-FR points out that generative AI is already an **attack accelerator** (productivity gains, scaling), even if it does not yet conduct an end-to-end attack on its own.

Impact for investors

We are likely to see a tightening of internal policies (banks and regulated sectors) and an increase in demand for cybersecurity, on-prem/edge AI, and traceability.

✦ AI infrastructure: rush on computing, pressure on energy and GPUs

The topic of AI is materialising very concretely through the race for GPU-optimised data centres. Nebius has announced a **240 MW mega data centre in Béthune** (conversion of the former Bridgestone site), presented as an infrastructure pillar for AI adoption in Europe.

Impact for investors

AI is becoming an “infrastructure” thesis: electrical capacity, land, administrative delays, and access to chips (Nvidia) directly influence the value chain.

🚩 NVIDIA x Meta: strategic alliance for large-scale AI

NVIDIA and **Meta Platforms** have just announced a **multi-year, multi-generation partnership** to build and optimise Meta's artificial intelligence data centres. The project combines **high-end GPUs (Blackwell, Rubin)**, **advanced CPUs (Grace, Vera)**, and networking solutions to meet massive AI training and inference workloads on a global scale.

Impact for investors

- ✓ **Acceleration of demand for AI chips:** This partnership confirms that the **structural shortage of high-end semiconductors** for AI will not be resolved quickly, favouring NVIDIA's dominant position in this segment.
- ✓ **Data centre transition:** The shift toward architectures combining CPUs and GPUs shows that AI computing needs exceed traditional processing chains, opening up opportunities for specialised suppliers and adjacent technologies (networking, security, storage).
- ✓ **Immediate market effects:** The announcement had a positive impact on the markets: NVIDIA shares rose significantly after the announcement, reflecting investor enthusiasm for long-term commitments to AI.

Strategic perspective: This partnership illustrates that the battle for AI is now being fought over the **optimisation of physical infrastructure, industrial collaboration, and the ability to design integrated systems** capable of supporting ambitious machine learning and generative AI workloads.

🔗 Mistral AI acquires Koyeb: convergence of AI and edge/cloud servers

European artificial intelligence leader Mistral AI has just finalised the **acquisition of Koyeb**, a native cloud and edge services platform, thereby strengthening its position in the **distributed AI infrastructure** market. This move illustrates a major trend: AI players are no longer content to develop models; they are also investing in **deployment infrastructure layers**.

Koyeb brings Mistral an infrastructure geared towards **distributed, low-latency applications**, which is the ideal complement to Mistral's AI models. The merger combines French AI expertise with a modern cloud stack, creating a comprehensive player capable of meeting needs ranging from edge data processing to large-scale AI inference. By internalising a cloud platform compatible with its own AI models, Mistral reduces its dependence on non-European cloud giants, adding another piece to the digital sovereignty puzzle.

Impact for investors

Mistral's acquisition of Koyeb confirms that AI leaders are seeking to **master more layers of technology**, from models to deployment infrastructures, which can reduce the risks of architecture fragmentation and external dependencies. A player combining AI and cloud/edge strengthens Europe's strategic positioning in the global ecosystem, in the face of platforms that are closely integrated with US hyperscalers. The need for **resilience, orchestration, data security, and load orchestration** associated with AI + edge architectures creates opportunities for providers of complementary technologies (security, GPU/ASIC optimisations, networking). This transaction illustrates a **consolidation trend** in the AI ecosystem, where European players, often smaller than their American counterparts, are seeking to increase their scale and autonomy through **targeted acquisitions**.

In short, Mistral AI's purchase of Koyeb is not just an external growth operation: it is a strong signal of industrial structuring in the European AI ecosystem, where intelligent models must rely on infrastructures capable of supporting distributed, scalable, and sovereign applications.

Global context and trends to watch

Several underlying dynamics are currently converging:

→ Regulation as a lever for competitiveness

The Franco-German call to simplify European financial regulation shows a growing awareness that regulatory complexity can become a competitive handicap vis-à-vis the United States and China. Regulation is no longer just protective; it is becoming a factor in attracting or losing capital. The development of a possible “Financial Services Simplification Package” and the trade-offs between financial stability and competitiveness are therefore worth watching.

→ Digital currency and monetary sovereignty

Between institutional stablecoins and the digital euro, Europe is seeking to preserve the centrality of public currency, reduce its dependence on non-European payment networks, and modernise its financial

infrastructure. The issue goes beyond payments: it concerns the **control of monetary flows and financial data**.

→ **AI: accelerated industrialisation and pressure on infrastructure**

The AI Act is entering its implementation phase, while investment in data centres, GPUs, and hybrid architectures is exploding. Two major trends are the rise of the “compliance premium” and the transformation of AI into an infrastructure thesis (energy, land, semiconductors, sovereign cloud). AI seems to be becoming as much an energy issue as an algorithmic one.

→ **Industrial sovereignty and geopolitical trade-offs**

India's choice of the Rafale illustrates a profound shift in which states now favour partnerships that offer technology transfer and strategic autonomy. This movement could influence supply chains, defence investments, and critical and dual-use technologies.

→ **Long-term savings and financing of the economy**

The success of the PER (Permanent Equity Plan) reflects a gradual shift towards long-term capitalisation. This structural trend could stabilise market flows, support the financing of European companies, and strengthen the role of domestic investors.

In summary, we are entering a phase where regulation is becoming strategic, currency is becoming digital and geopolitical, AI is becoming infrastructural, and sovereignty is becoming a criterion for capital allocation.

For investors, macroeconomic analysis is no longer enough. It must now incorporate:

- ✓ the regulatory trajectory,
- ✓ institutional stability,
- ✓ technological mastery,
- ✓ and energy resilience.

Future performance will depend not only on innovation, but also on the ability to evolve in a legally clear, technologically mastered, and strategically coherent environment.



Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.